

Réunion des comités de négociation avec le président du STTP, Mike Palecek, et la PDG par intérim de Postes Canada, Jessica McDonald

Le 6 juin, les comités de négociation des deux parties se sont réunis avec le président national du STTP, Mike Palecek, et la présidente-directrice générale par intérim de la Société canadienne des postes, Jessica McDonald. Postes Canada avait demandé la tenue de cette réunion pour permettre à M^{me} McDonald et au confrère Palecek d'expliquer leurs points de vue sur les négociations en cours, la récente décision sur l'équité salariale et la suite du processus d'équité salariale.

Postes Canada

M^{me} McDonald a dit croire qu'il est important que tous les employés et employées soient traités de manière juste et équitable et qu'elle est déterminée à promouvoir l'égalité entre les sexes à titre de droit fondamental. Elle a déclaré que le gouvernement lui a confié le mandat de veiller à ce que Postes Canada travaille en collaboration avec le Syndicat. Elle a soulevé plusieurs questions, comme la nécessité pour Postes Canada d'offrir des services de qualité et de demeurer concurrentielle, et l'importance de mettre fin à l'intimidation en milieu de travail, de réduire les accidents du travail et de s'attaquer aux problèmes de santé mentale. Elle a aussi affirmé que l'écologisation de Postes Canada revêt un grand intérêt pour elle et le conseil d'administration de la Société.

STTP

Le confrère Palecek a dit qu'il se réjouissait du changement de ton, mais il a fait remarquer que le gouvernement libéral tient lui aussi de beaux discours sans que rien n'ait changé jusqu'à maintenant à Postes Canada. Il a affirmé qu'il sera difficile d'établir de meilleures relations, étant donné le manque de confiance entre les parties. En guise d'exemple, il a expliqué que l'employeur continue de refuser de donner au Syndicat l'accès à l'information nécessaire pour pouvoir vérifier si la convention collective est respectée. Nancy Beauchamp et Cathy Kennedy, toutes deux membres du Comité de l'équité salariale, ont fourni à M^{me} McDonald plusieurs exemples de situations où les représentants de Postes Canada ont tout fait pour retarder le processus d'équité salariale et priver les FFRS d'un salaire égal et de conditions de travail égales à ceux des facteurs et factrices en milieu urbain. Sylvain Lapointe, négociateur en chef de l'unité urbaine, lui a expliqué que, lors de rondes de négociations antérieures, des représentants de Postes Canada étaient revenus sur des offres et avaient profité de la loi anticonstitutionnelle imposée par le gouvernement Harper. Il a aussi expliqué pourquoi il y a eu si peu de progrès réels dans les négociations de l'unité urbaine.

Des mesures s'imposent dès maintenant

Les négociations en cours et la conclusion du processus d'équité salariale donnent à M^{me} McDonald et aux nouveaux membres du conseil d'administration de Postes Canada une excellente occasion de concrétiser les intentions exprimées. Les travailleuses et travailleurs des postes savent d'expérience qu'il y a beaucoup à faire pour rectifier la culture profondément ancrée de confrontation et de déception qui est répandue dans les rangs et à tous les niveaux de direction de Postes Canada.

.../2

Place à l'honnêteté et à l'intégrité

Pour commencer, la nouvelle direction peut donner instruction à ses gestionnaires d'agir avec honnêteté envers la population et les travailleuses et travailleurs des postes. Au lieu de prédire des pertes financières massives qui ne se concrétisent jamais, la direction pourrait dire la vérité sur la situation financière de Postes Canada. Plutôt que de se féliciter et de se verser des primes pour une réduction des accidents du travail qui ne s'est jamais produite, elle devrait collaborer avec le Syndicat à rendre les lieux de travail plus sécuritaires.

La direction devrait aussi donner instruction à ses gestionnaires de respecter la convention collective au lieu de l'enfreindre de manière flagrante et délibérée, comme dans le cas des dispositions sur les effectifs du groupe 1. Ces infractions ont maintenu des milliers de travailleuses et travailleurs des postes dans des emplois précaires.

Il faut absolument qu'un changement réel s'opère pour que les travailleuses et travailleurs des postes aient confiance en l'intégrité de la direction.

Il nous faut des mesures concrètes et il nous les faut maintenant.

Solidarité,



Sylvain Lapointe
Négociateur en chef, unité urbaine



Nancy Beauchamp
Négociatrice en chef, unité des FFRS